

Questions orales

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas certain que ce soit la voie à suivre mais j'envisagerai certainement cette éventualité. Sauf erreur, les permis émis par l'État du Maine sont soumis à l'approbation du Canada en ce qui concerne l'utilisation du passage de Head Harbour. Notre position à ce sujet n'a pas changé: cette voie fluviale ne nous paraît pas sûre pour le transport de gros bateaux chargés de pétrole et nous n'avons aucune raison de changer d'avis à ce sujet. Nous avons fait connaître notre position il y a quelque temps à la compagnie et aux autres intéressés.

M. Howie: Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa réponse et je lui poserai la question supplémentaire suivante: étant donné les dangers croissants que représentent pour les côtes canadiennes et américaines, la navigation des pétroliers, les ports de pétroliers et les activités de forage au large des côtes, le ministre est-il disposé à envisager d'entrer en pourparlers avec les États-Unis en vue d'instaurer un mécanisme précis de consultations mixtes pour examiner les projets qui comportent de grands risques et qui menacent de plus en plus les eaux adjacentes des deux pays?

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, le député n'ignore pas, et il en a été question à plusieurs reprises à la Chambre ces dernières semaines au sujet de la circulation des pétroliers sur la côte ouest, que des pourparlers sont déjà en cours avec les États-Unis. Ils ne se déroulent peut-être pas comme le propose le député, mais nous progressons et je continue à croire que nous pourrions en arriver à une entente satisfaisante avec les Américains.

* * *

LE MULTICULTURALISME

DEMANDE D'EXPOSÉ DE POLITIQUE

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé du multiculturalisme. Je veux parler d'un discours que le ministre a fait aux Indiens à la conférence de Toronto le 14 mai dernier, sauf erreur, et dans lequel il proposait en termes vagues une politique gouvernementale sur le multiculturalisme. Je me demande si le ministre pourrait donner des précisions à la Chambre et dire quelle est la politique permanente du gouvernement sur le multiculturalisme?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député demande au ministre de faire une déclaration générale de principe.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, je voudrais rappeler au ministre qu'il a déclaré à la Chambre le 2 mai dernier qu'il me fournirait par écrit des précisions sur la politique permanente du gouvernement en matière de multiculturalisme. Je n'ai pas encore reçu de réponse. Cela signifie-t-il que les politiques du gouvernement sont trop nombreuses pour qu'on les mentionne toutes ou qu'il n'en existe aucune sur le multiculturalisme?

[M. Howie.]

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député demande au ministre d'énoncer certaines politiques, ce qu'il ne peut faire durant la période des questions.

* * *

LES FINANCES

L'INCIDENCE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE SUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE—LA POSSIBILITÉ D'UN BUDGET À BRÈVE ÉCHÉANCE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, c'est au ministre des Finances que je pose ma question. Le ministre a-t-il étudié les observations de l'économiste Douglas Peters, celles notamment où il dit que l'industrie manufacturière qui fournissait naguère 27 p. 100 des emplois et qui en fournit maintenant 22 p. 100, pourrait bien ne plus en fournir que 15 p. 100 à l'avenir si la situation économique ne s'améliore pas?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, sans vouloir confirmer l'exactitude des chiffres, je répondrai que c'est là une tendance qui inquiète fort le gouvernement. C'est en particulier cette tendance, tout comme son incidence sur l'inflation, qui suscite notre inquiétude au sujet de l'inflation au Canada.

M. Stevens: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il également remarqué l'observation de M. Peters selon laquelle le Canada compterait vers 1985 un demi-million d'emplois de moins que ce qui constitue actuellement le plein emploi, ce qui signifierait que le Canada s'achemine vers un taux de chômage de 10 p. 100? M. Peters a prédit que c'est ce qui arrivera, à moins que le gouvernement fédéral ne réduise le fardeau fiscal en accordant notamment de nouveaux dégrèvements d'impôt, à moins qu'il ne réduise la taxe de vente fédérale et qu'il ne présente des budgets plus équilibrés.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, j'ai signalé à M. Peters et à son compagnon qui, lors de cette table ronde, recommandaient de réduire l'impôt sur le revenu des particuliers que tout le monde est évidemment en faveur de réduire les impôts, mais que personne n'est partisan d'une diminution générale des services.

M. Stevens: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque le niveau de l'inflation est plus élevé que prévu, que le niveau du chômage aussi est plus élevé que prévu, et que le taux de croissance est par contre plus faible que prévu, le gouvernement songe-t-il à présenter un budget avant trop longtemps?

M. Macdonald (Rosedale): Non, monsieur l'Orateur.

● (1450)

[Français]

M. Jacques Lavoie (Hochelaga): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné qu'il a été avisé de la question, je vais attendre qu'il revienne à la Chambre, si vous le permettez.